





La République démocratique du Congo serait l'un des pays les plus dangereux au monde pour une femme. Après plusieurs années de guerre civile et de violence extrême, les familles sont déplacées, séparées ou décimées.

Il peut être extrêmement difficile d'assurer la mobilité et la sécurité personnelle des femmes et des filles compte tenu de la présence continuelle des milices armées et de l'utilisation de la violence fondée sur le sexe comme tactique de guerre.



Après des années de conflit dans l'est du Congo, les femmes doivent remplacer les hommes comme principaux soutiens de famille, car ceux-ci sont absents par suite d'un déplacement, morts ou incapables de travailler ou de trouver un emploi.

Cette transition offre l'occasion de renégocier les rôles sexuels traditionnels et prépare le terrain pour que les femmes participent à l'économie officielle en occupant un emploi salarié.

Le Fonds de justice sociale d'Unifor fait équipe avec War Child Canada afin de doter les femmes des moyens de contribuer pleinement à leur collectivité et de subvenir à leurs besoins et à ceux de leurs enfants.





Le projet avait pour objectif de s'assurer que les femmes jouissent d'un accès accru à l'éducation ainsi qu'à la formation et sont soutenues par des associations de travailleuses, et de veiller à ce que leurs droits, en particulier leurs droits économiques et leur rôle dans la population active, soient défendus et respectés.

Traditionnellement, les Congolaises de la province du Sud-Kivu sont confinées à l'économie informelle en raison d'un manque de scolarité, en combinaison avec les responsabilités liées à l'éducation des enfants et à l'agriculture familiale. Le faible niveau de scolarité des femmes et des filles est un obstacle majeur qui les empêche de décrocher un emploi salarié et formel. Près de la moitié des femmes du Kivu, une province de l'est de la République démocratique du Congo, sont analphabètes.



Seulement 28 p. 100 des filles sont inscrites à l'école secondaire, contre 51 p. 100 des garçons. Le mariage précoce, les tâches domestiques, le travail des enfants, la pauvreté et la priorisation de l'éducation des garçons par rapport aux filles constituent d'autres obstacles à l'éducation.

En prenant l'alphabétisation comme point de départ, les responsables du projet ont consulté les dirigeants communautaires pour savoir qui bénéficierait le plus du programme et ont embauché des formateurs locaux pour donner les cours d'alphabétisation. Ils ont ainsi fermement ancré le projet dans la collectivité pour rallier la population locale.

Le projet ciblait les femmes les plus vulnérables, soit les veuves, les femmes indigentes et les femmes sans moyen de subsistance qui avaient de nombreux enfants à charge. Il s'adressait également aux dirigeants communautaires, ainsi qu'aux hommes et aux garçons, dans le but de mieux les sensibiliser aux droits des femmes et de leur faire comprendre l'importance d'encourager le progrès économique de celles-ci.

War Child Canada a également aiguillé les femmes vers des associations locales de travailleuses afin

En collaboration avec ses partenaires communautaires, War Child Canada a mis sur pied huit centres d'alphabétisation dans autant de localités voisines. Ces centres ont accueilli 154 femmes et 2 hommes.

qu'elles puissent apprendre au contact d'autres entrepreneures dans un environnement sûr et qu'elles aient droit à du microfinancement ou à un prêt de leur village. War Child Canada s'efforce de renforcer les organisations locales œuvrant déjà dans une zone desservie pour que les gains réalisés puissent être maintenus.

L'évolution des attitudes quant aux droits des femmes, en particulier leurs doits économiques, est la clé de la réussite de tout projet d'autonomisation des femmes. War Child Canada a tout d'abord offert un programme de sensibilisation à trois partenaires locaux, qui ont par la suite participé à l'organisation de plus de 20 séances communautaires dans les 8 villes où les centres d'alphabétisation étaient établis.

Les séances ont conscientisé 5 300 personnes, une combinaison d'hommes, de femmes, de garçons et de filles, au sujet des droits de la personne, des droits des femmes (en particulier le droit à l'éducation, à la sécurité et à la participation au marché du travail) et des avantages, pour les familles, que les femmes assument le rôle de pourvoyeuse. Dans un esprit similaire, un dialogue a aussi été noué avec près de 600 dirigeants communautaires dans l'espoir de les rallier à la cause des droits économiques des femmes.

Le FJS fait la promotion d'un développement axé sur l'équité, car il croit que la justice sociale, l'égalité et les droits de la personne doivent être au cœur de n'importe quelle initiative de développement, tout en mettant l'accent sur l'amélioration des conditions de vie des femmes.

Kusom a na kuandika Neno "uchuuzi" (e04-10-2014 ongezi kuhusu uchuuzi nini kufanya uchuuzi? wana fanya uchuuzi Kwa kutafuta uchuuzi ni gani? rkiyo mazuri Wall 2a Kila Kitu 2 * Ndiyo ki la uchulizi inaleta faida 2 x hapana Vitu gani hatu wezi/ kuvichuuzaz -waxati gani wachuuzi wana ingia kati ruhombb? * wakati wana uza Vyashar ra Kubeyi ya mingi, ao vyashara kuwa vingi « Nous étions analphabètes, mais nous avons maintenant commencé à lire et à écrire. Nous savons que nous avons les mêmes droits que les hommes. » Participante au programme d'alphabétisation, niveau 1, Baraka